

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-courcouronnes Cedex

Evry-courcouronnes , le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RETAS

9 RUE DU LIMOUSIN
91220 Brétigny-sur-Orge

Références : D0025-1826
Code AIOT : 0100303670

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement RETAS implanté 9 RUE DU LIMOUSIN 91220 Brétigny-sur-Orge. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RETAS
- 9 RUE DU LIMOUSIN 91220 Brétigny-sur-Orge
- Code AIOT : 0100303670
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un garage réalisant l'entretien et la réparation de véhicules légers sur une surface d'atelier inférieure à 2000m².

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	DÉVERSEMENT ACCIDENTEL HUILE	Code de l'environnement du 23/03/2007, article R. 211-60	Demande d'action corrective	1 mois
4	HUILES USAGÉES	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R. 543-5	Demande d'action corrective	1 mois
5	FLUIDES FRIGORIGÈNES FLUORÉS	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-99	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Décret du 13/04/2010, article Annexe	Sans objet
2	SITUATION ADMINISTRATIVE	Décret du 13/04/2010, article Annexe	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site comprend un atelier de réparation de véhicule, mais sa surface est inférieure à 2000 m², à ce titre il ne relève pas des installations classées pour la protection de l'environnement.

Considérant que l'exploitant dispose d'une machine de recharge de climatisation,

Considérant que l'exploitant réalise des opérations de recharge de climatisation et pour lesquelles il ne dispose pas d'une attestation de capacité,

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les conditions d'exploitation imposées, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement dans un délai de trois mois suivantes :

* Les opérateurs (les entreprises qui procèdent à titre professionnel à la récupération et la charge des fluides frigorigènes dans les équipements et à toute autre opération réalisée sur des équipements nécessitant la manipulation de fluides frigorigènes) doivent disposer d'une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé, conformément à l'article R543-99 du Code de l'Environnement.

Par ailleurs concernant les autres non conformités, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète de demander à l'exploitant de mettre en place les actions correctives dans les délais mentionnés dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Référence réglementaire : Décret du 13/04/2010, article Annexe
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Rubrique 2930 : Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : a) Supérieure à 5 000 m ² : (E) b) Supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ² : (DC) 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant : a) Supérieure à 100 kg/j : (E) b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j : (DC)
Constats : Le site est un garage qui exerce des activités d'entretien et de réparation de véhicule. La surface de l'atelier est inférieure à 2000m ² . Aucune activité de peinture n'est exercée sur le site. Au regard de ces éléments, le site ne relève pas des installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique 2930.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Référence réglementaire : Décret du 13/04/2010, article Annexe
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Rubrique 2712 : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² : (E) 2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, autres que ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m ² : (A-2) 3. Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R.543-297 du Code de l'environnement a) Pour l'entreposage, la surface de l'installation étant supérieure à 150 m ² : (E) b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage : (E)
Constats : L'inspection constate l'absence de véhicule hors d'usage. L'exploitant déclare ne pas exercer d'activité de dépollution de véhicules hors d'usage. Le site n'est donc pas classé au titre de la rubrique 2712 des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : DÉVERSEMENT ACCIDENTEL HUILE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/03/2007, article R. 211-60
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : I - Il est interdit le déversement dans les eaux superficielles, les eaux souterraines et les eaux de mer, par rejet direct ou indirect ou après ruissellement sur le sol ou infiltration, des lubrifiants ou huiles, neufs ou usagés, appartenant aux catégories suivantes : 1° Huiles pour moteurs et pour compresseurs et huiles de base moteur
Constats : L'exploitant indique que le site n'est pas équipé d'un séparateur d'hydrocarbure. L'inspection constate également que les rétentions sont en nombre insuffisante sur le site pour pouvoir stocker dans les huiles neuves et usagées dans les règles. Toutefois l'inspection ne constate pas de trace d'hydrocarbure sur le sol de l'atelier où à l'extérieur. Une cuve simple enveloppe de 1000L contenant des huiles usagées est présente sur le site. Aucune rétention n'est associée à cette cuve.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place les rétentions adaptées et en nombre suffisant pour stocker ses produits et déchets dangereux, tout particulièrement sous la cuve d'huiles usagées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : HUILES USAGÉES

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article R. 543-5
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Prescription contrôlée : I.-Toute collecte d'huiles usagées fait l'objet du bordereau mentionné à l'article R. 541-45.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le bon d'enlèvement pour les huiles usagées réalisé par l'entreprise RODOR, ainsi que le bordereau de suivi de déchet correspondant et daté du 21/01/2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit confirmer à l'inspection la date du dernier enlèvement des huiles usagées. S'il y a eu un enlèvement postérieur au 21/01/2022, il doit transmettre à l'inspection le bordereau de suivi des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : FLUIDES FRIGORIGENES FLUORÉS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-99
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les opérateurs mentionnés à l'article R. 543-76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R. 543-112. Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement. L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer.
Constats : L'inspection constate la présence d'une machine de recharge de climatisation utilisant le gaz R1234. L'exploitant confirme réaliser des opérations de recharge de climatisation. L'exploitant déclare ne pas être titulaire d'une attestation de capacité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit obtenir son attestation de capacité pour la manipulation des fluides frigorigènes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

